



L'OCCASION D'ENGAGER LE BRAS DE FER ?

Mercredi 16 septembre, à 9 h 30, la direction du groupe Bridgestone annonçait la fermeture de l'usine de Béthune, laissant 863 ouvriers sur le carreau, sans compter les emplois indirects. Les travailleurs l'apprenaient une demi-heure avant : coup de massue ! Depuis, la fermeture de Bridgestone fait la Une et résonne comme l'exemple emblématique de cette situation sociale où le patronat multiplie les plans de licenciements et les fermetures de sites.

Un scénario connu

Le prétexte à la fermeture est le manque de compétitivité. Les pneus produits à Béthune ne seraient plus adaptés au marché et les investissements nécessaires trop coûteux. Voilà pour la com' patronale, car il faut bien trouver des prétextes moins choquants que la simple soif de profit des actionnaires. Ce n'est pas la première fois que les patrons de Bridgestone passent à l'attaque. Il y a quelques mois, les salariés avaient refusé à une majorité des deux tiers un accord de performance collective (APC), accord pourri qui leur était soumis par référendum. L'annonce de la fermeture de l'usine a donc un sale goût d'offensive politique contre ceux qui ont refusé de voir leurs conditions de travail dégradées et n'ont pas cédé au chantage à l'emploi. D'autant que le groupe Bridgestone aurait du mal à arracher une larme avec un résultat international de trois milliards de dollars en 2019, le plaçant devant Michelin et Goodyear.

La faute aux Japonais et aux Polonais ?

Le président LR de région Xavier Bertrand, la ministre Élisabeth Borne et même le Premier ministre Jean Castex ont donné de la voix... contre le groupe japonais. Entretemps, les patrons d'Air France, de Renault ou la famille Mulliez peuvent faire la même chose que Bridgestone – empocher des milliards de subventions

au nom de la relance économique et licencier à tour de bras – mais loin de l'œil des caméras.

De leur côté, les responsables de la France insoumise et du PCF ont dénoncé les subventions européennes accordées aux usines d'Europe de l'Est, comme en Pologne, qui deviendraient plus compétitives que les usines françaises, disent-ils. Mais se situer sur le terrain du nationalisme économique et de la « relance industrielle », c'est se situer sur le terrain du patronat. C'est oublier que la compétitivité d'une usine n'a jamais sauvé personne. Les salariés de Renault-Maubeuge l'ont appris avant l'été. Leur usine était compétitive par excellence, mais menacée pourtant comme les autres. Et s'ils ont obtenu un relatif répit, c'est grâce à deux jours de grève et à une manifestation de plusieurs milliers de personnes.

Faire l'agneau n'a jamais calmé l'appétit des loups !

Le même manège se répète à chaque fermeture d'usine. Pourtant les quatre syndicats de Bridgestone à Béthune (CGT, CFDT, Sud et Unsa) ont signé un protocole avec le gouvernement pour... entamer des discussions de cinq mois ! La valse des « contre-expertises », des « solutions industrielles alternatives », des « plans de reclassement qui ne laisseront personne sur le carreau » peut commencer. Toutes celles et ceux qui ont vu leur usine fermer ces dernières années, chez PSA, Continental, Goodyear, GM&S, peuvent témoigner que de telles promesses n'ont pas été tenues.

La fermeture de Bridgestone pourrait bien être l'événement qui vient briser le plafond de verre de la situation. Au-delà des ouvriers de l'usine, des travailleurs en discutent dans la région, chez Cargill, chez les cheminots, dans la grande distribution. Des contacts se nouent, des clusters de résistance aux licenciements se forment. Comme dans la région toulousaine autour de sites menacés de l'aéronautique. Ces liens sont la première étape pour que les travailleurs de tout le pays reprennent l'offensive contre les attaques brutales du patronat. Le combat chacun de son côté, usine par usine, est voué à l'échec. C'est en coordonnant les forces de tous qu'il sera possible de sauvegarder l'emploi de chacun.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Marchands de camelote

À Paris 15, la direction prévoit pour octobre la vente de tournées... du lundi au vendredi ! Et le samedi ? On se retrouverait potentiellement avec des « zones » que chauffeurs et piétons devraient couvrir en distribuant tout sauf du courrier. Voilà qui risque d'améliorer encore les conditions de travail !

Cesser d'attribuer les tournées et nous faire zoner sur des kilomètres, c'est la bonne idée de la direction pour organiser le sous-effectif. Pourtant, si elle veut qu'on distribue le courrier, il va falloir couvrir toutes les tournées et embaucher en CDI les collègues intérimaires qui triment encore le samedi et toute la semaine. Des moyens à la hauteur des besoins !

Toujours bidon

La Poste vient de recalculer tous ses chronométrages qui servent aux réorganisations. Elle était jusque-là incapable de justifier ces temps totalement arbitraires et plusieurs réorganisations ont été suspendues par la justice à ce titre. C'est ce qui a servi notamment à refuser la distribution des prospectus publicitaires à Paris 15, faute d'évaluation de la charge de travail.

Avec ces nouveaux calculs, La Poste va faire semblant de prendre en compte la charge de travail. Mais les suppressions d'emplois sont décidées à un bien autre niveau au mépris des conditions de travail.

Quand La Poste fait des calculs, ce n'est pas pour partager le temps de travail entre tous et pour augmenter nos salaires.

Partout pareil

Dans le Finistère, quelques dizaines de postiers ont fait grève lundi, se rassemblant à Quimper et à Brest. Ils dénoncent des fermetures de centres, mais aussi les zones du samedi, la surcharge de travail et la précarité.

Cette situation, c'est celle que nous vivons tous à la distribution et au-delà.

La direction réorganise partout sur le même modèle, au mépris de nos conditions de vie et de travail. Cela pourrait être l'occasion de réagir tous ensemble pour nous y opposer.

On ne va pas lui lécher le c...

La Poste a sorti un timbre à l'effigie de Jacques Chirac.

Est-ce pour elle une manière de rendre hommage à sa politique anti-sociale, à sa réforme des retraites, à la suppression d'un jour férié ? Ou bien à ses déclarations racistes sur « le bruit et l'odeur » et aux années Pasqua et leurs charters ?

L'hôpital prend l'eau

À Marseille, deux salles du 16^e étage de l'hôpital pour enfants de la Timone ont été inondées en raison des fortes pluies du 22 septembre.

Le personnel des hôpitaux constate chaque jour l'absence d'une vraie politique pour lutter contre l'épidémie de Covid : pas d'embauches, des ouvertures de lits au compte-goutte et des augmentations de salaire loin d'être au niveau. Mais Macron peut se féliciter, ça ruisselle enfin à l'hôpital !

Vive la lutte des travailleurs de Numilog !

À la suite de la création d'une section syndicale pour faire remonter leurs revendications sur leurs conditions de travail désastreuses, trois salariés de Numilog à Béjaïa, en Algérie, ont été licenciés fin juin. La réaction de leurs collègues a été immédiate pour exiger leur réintégration, mais la direction a multiplié les sales manœuvres : intimidations, diffamation, fermeture de l'entreprise... jusqu'à licencier les 196 grévistes !

Ces travailleurs de la logistique ne lâchent pas l'affaire face à leur patron, le milliardaire Issad Rebrab. Lundi dernier, ils ont à nouveau manifesté, rejoints par des centaines de travailleurs de Béjaïa.

Des hôtels de luxe, loin d'être sur la paille !

Sous couvert de crise sanitaire, l'hôtellerie compte supprimer 30 000 emplois d'ici à la fin 2020. À coups de ruptures « conventionnelles », ou d'accords de « performance collective », comme au Méridien Étoile, le plus grand hôtel de Paris (un millier de chambres).

Avec le recours à la sous-traitance, aux contrats saisonniers ou d'intérim, les salariés du secteur n'ont aucune protection. C'est ce que dénoncent les femmes de chambre de l'Ibis Batignolles à Paris, en grève depuis 14 mois pour revendiquer la fin de la sous-traitance et leur embauche par le groupe Accord.

Ce ne sont pas quelques mois de crise qui vont ruiner les multinationales de l'hôtellerie, sachant qu'elles bénéficient de la prise en charge à 100 % de l'indemnité d'activité partielle.

